

Fiche d'information - Personnel en uniforme

RÉSOLUTION 2423



Le Conseil de sécurité a autorisé
13 289 soldats et 1 920 policiers à
la MINUSMA jusqu'au 30 juin 2019

SÉCURITÉ ET PROTECTION

1^{er} juillet 2013 au 28 février 2018 :

183 769 patrouilles militaires

72 755 patrouilles de la police

341 tonnes de munitions obsolètes et non
utilisables ont été détruites

4 655 éléments des Forces de défense maliennes
formés en gestion et réponse aux menaces
explosives dont 130 femmes.

34 553 participants aux formations UNPOL parmi
les policiers dont 3 638 femmes (certains policiers
ayant suivi plusieurs formations).

122 membres du personnel de la MINUSMA
ont été tués lors d'attaques depuis juillet 2013.

DÉPLOIEMENT

Au 28 février 2019 :

13 010 militaires

1 759 policiers

LES COMPOSANTES EN UNIFORMES SONT DÉPLOYÉES SUR 13 SITES DU MALI RÉPARTIS EN SECTEUR:

Secteur Nord (Kidal, Tessalit,
Aguelhoc)

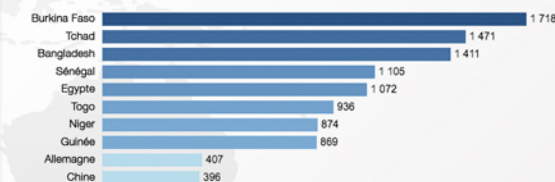
Secteur Sud (Bamako)

Secteur Est (Gao, Ménaka, Ansongo)

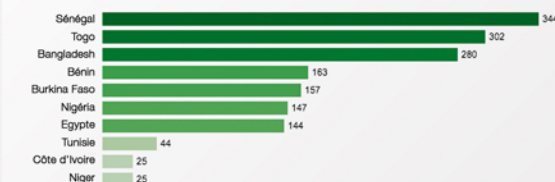
Secteur Ouest (Tombouctou, Ber,
Diabaly, Douentza, Goundam,
Mopti-Sévaré)



MILITAIRES : TOP 10 DES PAYS CONTRIBUTEURS



POLICE : TOP 10 DES PAYS CONTRIBUTEURS



MANDAT

Soutenir la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, sur tous les plans (politique, sécuritaire...), en appuyant les efforts du Gouvernement ainsi que ceux de tous les acteurs signataires concernés, favorisant la participation effective de la société civile, y compris les femmes et les jeunes.

Soutenir le cantonnement, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des groupes armés signataires ;

Soutenir le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes reformées et reconstituées dans le nord et le centre du Mali et veiller à la cohérence des efforts internationaux visant à reconstruire le secteur malien de la sécurité dans le cadre défini par l'Accord.

Assurer la protection des civils menacés de violences physiques immédiates et la protection spécifique des femmes et des enfants touchés par les conflits armés, sans préjudice de la responsabilité première attribuée aux autorités maliennes ;

Faciliter la tenue d'élections pacifiques, ouvertes à tous, transparentes, régulières libres et crédibles ;

Soutenir la promotion et à la défense des droits de l'homme, en particulier dans les domaines de la justice et de la réconciliation, et à traduire en justice les responsables de graves violations ou abus des droits de l'homme ou de violations du droit international humanitaire ;

Soutenir les autorités maliennes pour stabiliser les principales agglomérations, notamment dans le Nord et le Centre du Mali par des patrouilles actives afin d'anticiper, décourager et contrer les menaces.

User de ses bons offices et de mesures de confiance et d'encouragement au niveau national et local pour appuyer un dialogue axé sur le dialogue et la cohésion sociale et encourager les initiatives visant à atténuer les tensions intercommunautaires.